

Ordonnance de police du Bourgmestre rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19

La Bourgmestre ff,

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant en particulier l'article 135 §2, 5° qui dispose qu'est notamment confié à la vigilance et à l'autorité des communes, le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu l'article 134 de la loi précitée qui attribue au bourgmestre une compétence réglementaire de police exceptionnelle, soit en cas d'urgence, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus Covid-19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19, en particulier son article 10 qui prévoit que les autorités communales compétentes peuvent autoriser des marchés, en ce compris les brocantes et les marchés aux puces ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 tel que modifié par l'Arrêté ministériel du 25 septembre 2020 qui prévoit, en son article 10, 11° l'obligation de porter le masque en « *tout lieu privé ou public à forte fréquentation, déterminés par les autorités communales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation s'applique* » ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 août 2020 (tel que modifié le 28 septembre 2020) portant certaines obligations afin de limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ;

Considérant la qualification par l'Organisation Mondiale de la Santé du coronavirus Covid-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier que le coronavirus Covid-19 est une maladie infectieuse très contagieuse touchant généralement les poumons et les voies respiratoires ; que le coronavirus Covid-19 se transmet d'un individu à un autre, par voie aérienne ; que sa transmission semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ; que les personnes porteuses du virus mais asymptomatiques transmettent également le virus ;

Considérant que l'ensemble des autorités sont vigilantes et mettent tous les moyens en œuvre pour préserver la santé publique ; qu'à cet égard la phase fédérale du plan d'urgence national a été déclenchée le 13 mars 2020 et qu'elle entraîne la prise de mesures contraignantes imposées aux différents niveaux de l'état ; que des mesures urgentes pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ont, depuis cette date, été adoptées ;

Considérant que, nonobstant l'ensemble des actions publiques et privées liées à la lutte contre la propagation du Covid-19, l'Europe et la Belgique connaissent depuis début septembre une recrudescence localisée du nombre total de contaminations ;

Considérant que sur le territoire de la commune de Schaerbeek, l'un des seuils d'alerte définis par Sciensano a été récemment atteint ;

Considérant que le nombre total de cas de contaminations est en hausse et qu'il n'est à ce stade pas possible d'écarter le risque d'une nouvelle vague de contaminations ;

Considérant que les mesures promulguées par le Gouvernement fédéral sont de nature à endiguer la propagation du coronavirus COVID-19 et ainsi à garantir la santé publique ; que dès lors elles doivent être scrupuleusement respectées ;

Considérant toutefois que les autorités locales sont invitées à compléter les mesures précitées par des mesures adaptées aux particularités de leur territoire ;

Considérant que la commune de Schaerbeek est caractérisée par une importante densité de population (16.340 habitants/km² en 2018) ;

Considérant que l'Autorité communale a constaté que, devant certains lieux commerciaux et sur les marchés communaux, la règle de la distanciation sociale n'est pas toujours possible ou pas respectée, notamment par des personnes ne portant pas un masque ;

Considérant que les comportements de non-respect de la règle de distanciation sociale constituent des événements graves en ce que ces actes sont susceptibles de porter gravement atteinte à la santé publique ;

Considérant que les comportements précités constituent également des événements imprévisibles en ce qu'ils sont susceptibles d'être posés à tout moment ;

Considérant que la recrudescence du nombre de contamination invite à une vigilance renforcée à l'égard du respect des mesures prophylactiques sur les lieux du domaine public qui sont particulièrement exposés à la circulation du virus ;

Considérant que le port du masque est un moyen efficace pour se protéger et pour protéger les autres ; qu'il contribue à éviter la naissance de cluster, lesquels constituent potentiellement des points de départ de vagues épidémiques ;

Considérant que le moindre retard dans la mise en place de ces mesures pourrait occasionner des dangers ou dommages pour la population de la commune de Schaerbeek, en ce que la contamination au coronavirus COVID-19 peut être mortelle ;

Considérant qu'en cas d'événements graves, imprévus et qui nécessitent une réaction urgente, le Bourgmestre est fondé à se substituer au Conseil communal pour exercer le pouvoir réglementaire de police communale de ce dernier ; que, vu l'urgence et la nécessité de mettre en œuvre la présente ordonnance et d'en informer adéquatement la population, il n'est pas possible de convoquer le Conseil communal en temps utile ;

Considérant que ce qui précède justifie que le Bourgmestre a estimé ne pouvoir attendre de recourir au Conseil communal ;

Considérant que la présente Ordonnance doit être confirmée par le Conseil communal lors de sa plus prochaine séance sous peine de se voir privée d'effet ;

Vu la balance des intérêts en présence ;

Vu les motifs susmentionnés ;

Vu l'urgence,

ORDONNE CE QUI SUIT :

Article 1er : Dans l'espace public et les lieux accessibles au public, en ce compris les lieux privés tels que les commerces, le respect des règles dites de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'au moins 1,5 mètre entre les personnes, reste obligatoire conformément à l'article 19 de l'Arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19.

Article 2 : Sans préjudice de l'article 1er, le port d'un masque couvrant le nez et la bouche est, de plus, obligatoire, en tout temps, dans les rues et lieux ci-après visés ainsi que dans les commerces qui s'y trouvent :

1. Rue de Brabant, Place Liedts et rue Gallait ;
2. Rue d'Aerschot, rue Allard ;
3. Rue de Quatrecht, Place Solvay, Place Simon Bolivar ;
4. Chaussée de Helmet ;
5. Rue Richard Vandeveld et Square Apollo ;
6. Rue Josaphat ;
7. Place Pavillon ;
8. Rue Navez ;
9. Rue Van Oost et Place Eugène Verboekhoven ;
10. Place de la Reine ;
11. Place Pogge et le tronçon de la Chaussée de Haecht depuis la place Pogge en direction de Saint-Josse ;
12. Chaussée de Louvain, Place Meiser et Place Dailly ;
13. Place des bienfaiteurs ;
14. Place Lehon ;
15. Rue des Coteaux – uniquement sur le tronçon à partir de l'Avenue Rogier en direction de Saint-Josse ;
16. Place Gaucheret ;
17. Place Stephenson ;
18. Place de Houffalize ;
19. Aux abords d'écoles et d'établissements d'enseignement supérieur.

Pour rappel, le personnel des établissements HORECA doit porter le masque tant à l'intérieur qu'en terrasse.

Article 3 : Sans préjudice de l'article 1er, le port d'un masque couvrant le nez et la bouche est, de plus, obligatoire dans l'enceinte des marchés communaux, c'est-à-dire :

- Le marché du vendredi – Royale Sainte-Marie ;
- Le marché du vendredi – Chasseurs Ardennais ;
- Le marché des vendredi et samedi - écuries van de Tram ;
- Le marché du samedi - place de Helmet ;
- Le marché du lundi – square Riga – marché de Helmet ;
- Le marché du mardi – Chazal.

Article 4 : Sans préjudice de l'article 1er, le port d'un masque couvrant le nez et la bouche est, de plus, obligatoire dans les files d'attente des commerces et des grandes surfaces ainsi qu'aux abords des lieux de culte et de l'Hôtel communal.

Article 5 : Par « masque », il y a lieu d'entendre tout dispositif ou morceau de tissu qui recouvre intégralement le nez et la bouche d'une personne.

Article 6 : Les obligations visées aux articles 1 à 4 s'appliquent du lundi au dimanche, à toute personne âgée de 12 ans et plus.

Lorsque le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Article 7 : La personne qui ne respectera pas l'obligation prévue aux articles 2 et 3 ne pourra pas pénétrer dans le périmètre dans lequel le port du masque est obligatoire.

Article 8 : Les gardiens de la paix et le service des Classe moyennes sont chargés conjointement :

- D'une part, de mettre en place, aux entrées et abords des périmètres visés aux articles 2 et 3, un dispositif visant à informer les personnes de l'obligation de port du masque ;
- D'autre part, de sensibiliser la population à la nécessité prophylactique de respecter les gestes barrières, dont le port du masque obligatoire dans l'enceinte des marchés communaux.

Article 9 : Les services de police sont chargés de veiller au respect du présent arrêté, au besoin par la contrainte et la force, conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi sur la fonction de police.

Article 10 : La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} Octobre 2020.
Elle est affichée aux valves de l'Hôtel communal.

Article 11: Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'État (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans un délai de 60 jours à compter de ce jour.

SCHAERBEEK

LE 29 SEPTEMBRE 2020,



LA BOURGMESTRE FF,

Politieverordening van de Burgmeester tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie.

De wvd Burgmeester,

Gelet op artikel 135§2 van de Nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat de gemeenten tot opdracht hebben om de bewoners te laten genieten van de voordelen van een goede politie, voornamelijk in het raam van de veiligheid, de zekerheid en de rust in de straten, publieke ruimten en publieke gebouwen;

Gelet op in het bijzonder artikel 135, § 2, 5 °, dat bepaalt dat de waakzaamheid en het gezag van de gemeenten in het bijzonder zijn toevertrouwd, de zorg om rampzalige ongevallen en plagen, zoals branden, epidemieën en epizootieën te voorkomen, door passende voorzorgsmaatregelen, en de zorg om te doen stoppen door het uitdelen van noodzakelijk hulpverlening;

Gelet op artikel 134 van de hiervoor geciteerde wet, die aan de burgemeester een bijzondere reglementaire politionele bevoegdheid toekent, in geval van urgentie, wanneer de minste vertraging een gevaar met zich zou kunnen meebrengen of schade zou kunnen berokkenen aan de bewoners;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 13 maart 2020 dat de federale fase in gang heeft gezet met betrekking tot de coördinatie en het beheer van de Covid-19-coronaviruscrisis;

Gelet op op het Ministerieel Besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, en in het bijzonder het artikel 10 dat voorziet dat de lokale bevoegde autoriteiten markten, en hierin begrepen rommelmarkten en vlooiemarkten, mogen toelaten;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 30 juni 2020 zoals gewijzigd door het Ministerieel Besluit van 25 september 2020 die, in het artikel 10, 11°, de verplichting bepaalt om het masker te dragen in *“elke private of publieke drukbezochte plaats, bepaald door de bevoegde lokale overheid en afgebakend met een aanplakking die de tijdstippen preciseert waarop de verplichting van toepassing is”*;

Gelet op het Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 augustus 2020 (zoals gewijzigd op 28 september 2020) houdende bepaalde verplichtingen om de verspreiding van het coronavirus Covid-19 te beperken;

Overwegende dat de Wereldgezondheidsorganisatie op datum van 11 maart 2020 het coronavirus Covid-19 gekwalificeerd heeft als een pandemie;

Gezien de verklaring van de WHO over de kenmerken van het COVID-19-coronavirus, in het bijzonder dat het Covid-19-coronavirus een zeer besmettelijke infectieziekte is die over het algemeen de longen en luchtwegen aantast; dat het Covid-19-coronavirus via de lucht van persoon op persoon wordt overgedragen; dat het lijkt te worden overgedragen door alle mogelijke vormen van emissie via mond en neus; overwegende dat mensen die drager zijn van het virus maar asymptomatisch zijn, het virus ook overdragen;

Overwegend dat alle autoriteiten waakzaam zijn en alle middelen inzetten om de volksgezondheid te beschermen; overwegende dat in dit verband de federale fase van het nationale noodplan op 13 maart 2020 in werking is getreden en inhoudt dat er bindende maatregelen worden opgelegd op de verschillende niveaus van de Staat; dat sinds die datum dringende maatregelen zijn genomen om de verspreiding van het Covid-19-coronavirus te beperken;

Overwegende dat, ondanks alle openbare en particuliere acties in verband met de strijd tegen de verspreiding van Covid-19, Europa en België sinds begin september een plaatselijke toename van het totale aantal besmettingen hebben gekend;

Gezien het feit dat op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek onlangs een van de door Sciensano gedefinieerde alarmdrempels is bereikt;

Overwegend dat het totale aantal besmettingsgevallen sterk toeneemt en dat het in dit stadium, indien er geen veranderingen zijn, niet mogelijk is om het risico van een nieuwe besmettingsgolf uit te sluiten;

Overwegend dat de door de federale regering afgekondigde maatregelen van nature zijn om de verspreiding van het COVID-19-coronavirus af te remmen en dus de volksgezondheid kunnen garanderen; dat ze daarom nauwgezet moeten worden gerespecteerd;

Overwegende echter dat de lokale autoriteiten worden verzocht bovengenoemde maatregelen aan te vullen met maatregelen die zijn aangepast aan de specifieke kenmerken van hun grondgebied;

Gezien het feit dat de gemeente Schaarbeek wordt gekenmerkt door een hoge bevolkingsdichtheid (16.340 inwoners/ km² in 2018);

Overwegend dat de gemeente heeft vastgesteld dat op enkele commerciële sites en op gemeentelijke markten de regel van sociale afstand niet altijd wordt gerespecteerd, en met name niet door mensen die geen masker dragen;

Overwegend dat het niet-naleven van de regel van de social distancing, een ernstige gebeurtenis vormt, aangezien deze handelingen de volksgezondheid ernstig kunnen schaden;

Overwegend dat de bovengenoemde gedragingen ook onvoorziene gebeurtenissen zijn in de zin dat ze zich op elk moment kunnen voordoen;

Overwegend dat de toename van het aantal besmettingen een verhoogde waakzaamheid vereist met betrekking tot de naleving van profylactische maatregelen op plaatsen in het publieke domein die bijzonder worden blootgesteld aan de circulatie van het virus;

Gezien het feit dat het dragen van een masker een effectieve manier is om jezelf en anderen te beschermen; dat het helpt het ontstaan van clusters te voorkomen, die mogelijk de startpunten van epidemische golven vormen;

Gezien het feit dat de minste vertraging bij de uitvoering van deze maatregelen gevaren of schade kan veroorzaken voor de bevolking van de gemeente Schaarbeek, in die zin dat een besmetting met het COVID-19-coronavirus mogelijks dodelijk kan zijn;

Gezien het feit dat de burgemeester in geval van ernstige, onvoorziene gebeurtenissen die een dringende reactie vereisen, het recht heeft de gemeenteraad te vervangen om de regelgevende bevoegdheid van de gemeentelijke politie uit te oefenen; dat het, gezien de urgentie en de noodzaak om deze verordening uit te voeren en de bevolking adequaat te informeren, niet mogelijk is de gemeenteraad tijdig bijeen te roepen;

Overwegend dat het bovenstaande rechtvaardigt dat de burgemeester van mening was dat ze niet kon wachten om een beroep te doen op de gemeenteraad;

Overwegend dat deze verordening door de gemeenteraad tijdens zijn volgende vergadering moet worden bevestigd op straffe van ontneming;

Gelet op de belangenafweging;

Gelet op de bovengenoemde redenen;

Gelet op de urgentie;

BEVEELT WAT VOLGT:

Artikel 1: In openbare ruimtes en plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn, met inbegrip van privé-plaatsen zoals winkels, blijft de naleving van de zogenaamde regels van social distancing van kracht en in het bijzonder het respecteren van een minimale afstand tussen twee personen van 1m50, overeenkomstig artikel 19 van het Ministerieel Besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

Artikel 2: Zonder afbreuk te doen aan artikel 1, is het dragen van een masker dat neus en mond bedekt bovendien verplicht, op elk moment op de hieronder genoemde straten en plaatsen, alsook in de daar gevestigde handelszaken:

1. Brabantstraat, Liedtsplein en Gallaitstraat;
2. Aarschotstraat, Allardstraat;
3. Kwatrechtstraat, Solvayplein, Simon Bolivarlaanplein;
4. Helmetsesteenweg;
5. Richard Vandeveldestraat en Apollo square;
6. Josafatstraat;
7. Paviljoenplein;
8. Navezstraat;
9. Van Ooststraat en Eugène Verboeckhovenplein;
10. Koninginneplein;
11. Poggeplein en het deel van Haachtsesteenweg vanaf het Poggeplein tot aan de grens met Sint-Joost-ten-Noode;
12. Leuvensesteenweg, Meiserplein, Daillyplein;
13. Weldoenersplein;
14. Lehonplaats;
15. Wijnheuvelenstraat, enkel en alleen op het deel vanaf de Rogierlaan in de richting van Sint-Joost-ten-Noode;
16. Gaucheretplein;
17. Stephensonplein;
18. Houffalizeplein;
19. In de nabije omgeving van de scholen en scholen van het Hoger onderwijs;

Ter herinnering: het personeel van de horecazaken moet het masker zowel binnen als op het terras dragen.

Artikel 3: Onverminderd artikel 1 is het dragen van een masker dat de neus en mond bedekt, bovendien verplicht binnen de grenzen van de gemeentelijke markten, dat wil zeggen binnen de grenzen van de volgende markten:

- De vrijdagmarkt : Koninklijke Sint-Maria
- De vrijdagmarkt : Ardeense Jagers

- De markt van de vrijdag en de zaterdag : écuries van de Tram
- De markt van zaterdag : Helmet
- De markt van maandag : Rigasquare – Helmet
- De markt van dinsdag : Chazal

Artikel 4: Onverminderd artikel 1 is het dragen van een masker dat de neus en de mond bedekt bovendien verplicht in de wachtrijen van de handelszaken en de supermarkten, evenals in de buurt van de gebedshuizen en het Gemeentehuis.

Artikel 5: Met "masker" wordt bedoeld elk hulpmiddel of stuk weefsel dat de neus en mond van een persoon volledig bedekt.

Artikel 6: De verplichtingen bedoeld in de artikel van 1 tot en met zijn 4 zijn van toepassing op elke persoon van 12 jaar en ouder van maandag tot en met zondag. Als het dragen van een masker of ander alternatief in stof medisch niet mogelijk is, kan een gelaatsscherm worden gebruikt.

Artikel 7: Diegene die de verplichting voorzien in de artikelen 2 en 3 niet nakomt, zal de perimeter waarin het dragen van een masker verplicht is, niet kunnen betreden.

Artikel 8: De gemeenschapswachten en de dienst middenklasse zijn gezamenlijk verantwoordelijk:

- enerzijds om bij de ingangen en in de omgeving van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde perimeters een systeem op te zetten om de mensen te informeren over de verplichting om een masker te dragen;
- Anderzijds, om de bevolking te sensibiliseren voor de profylactische noodzaak om barrièrebewegingen te respecteren, inclusief het dragen van een verplicht masker op gemeentelijke markten.

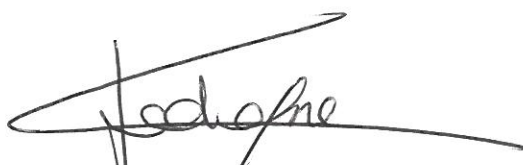
Artikel 9: De politiediensten zijn verantwoordelijk voor de naleving van dit besluit, zo nodig onder dwang en met geweld, overeenkomstig de bepalingen in artikel 37 van de wet op de politiefunctie.

Artikel 10: Deze verordening treedt in werking op 1 oktober 2020.
Deze verordening wordt opgehangen ad valvas van het gemeentehuis.

Artikel 11: Een beroep tot nietigverklaring en eventueel een verzoek tot opschorting kan binnen 60 dagen na deze datum op verzoek bij de Raad van State (Wetstraat 33, 1040 Brussel) worden ingediend.

SCHAARBEEK

OP 29 SEPTEMBER 2020



DE WVD BURGEMEESTER,